

Les subsides

M. Gauthier: C'est absurde! Prouvez-le.

M. Beatty: Dans quelques instants, le député d'Ottawa-Vanier va intervenir pour se faire le champion reconverti du gouvernement au grand jour. Mais ses électeurs et les Canadiens ont le droit de lui demander où il était il y a quelques mois et où était sa promesse concernant la franchise du gouvernement à une époque où les Canadiens demandaient des renseignements précis concernant Revenu Canada. Il est resté muet ou s'est contenté de défendre la politique du gouvernement précédent.

Le 4 septembre, les Canadiens ont demandé un changement. Ils ont déclaré qu'il fallait mettre un terme à ce genre d'abus et mettre au pouvoir un nouveau gouvernement disposé à agir ouvertement. En ce qui concerne mon ministère, Revenu Canada—le même qui, auparavant, s'était vu imposer la consigne du silence—s'il veut obtenir des renseignements précis comme l'a fait le groupe de travail, qu'il n'hésite pas à les demander. En effet, je suis présent tous les jours durant la période des questions et les responsables de mes services ont reçu l'ordre de fournir des renseignements précis.

Tel était précisément l'objet des lignes directrices dévoilées ces derniers jours. Le gouvernement voulait ainsi prouver qu'il reconnaît l'existence d'une Loi sur l'accès à l'information, que nous avons fini par convaincre les libéraux d'adopter, ce qui donne le droit statutaire aux Canadiens et aux députés d'obtenir des renseignements. Ce droit leur a été systématiquement refusé par des tentatives de camouflage continuelles de la part du gouvernement libéral.

M. Nunziata: Pas par notre parti.

M. Beatty: Ce que nous voulons dire, c'est qu'il ne s'agit pas simplement pour le gouvernement de ne pas imposer la consigne du silence comme l'ont fait les libéraux à l'égard du cartel de l'uranium, et de ne pas systématiquement camoufler les faits, mais que le nouveau gouvernement est chargé de communiquer de façon efficace et de faire passer son message aux Canadiens.

C'est pourquoi j'ai pris la parole devant 2,000 experts fiscaux à Toronto dernièrement, pour leur parler des réformes que nous mettons en œuvre dans mon ministère pour le rendre plus accessible et plus ouvert aux citoyens canadiens. J'ai été le premier ministre du Revenu, de l'époque contemporaine, à prendre la peine de me rendre à l'Association canadienne d'études fiscales pour me mettre à la disposition de ses membres. Les experts fiscaux qui étaient présents ont trouvé ce geste extraordinaire parce qu'ils n'étaient pas habitués à voir quelqu'un du gouvernement fédéral les écouter et communiquer avec eux. En ne cessant de chahuter, les députés d'en face cherchent à clouer le bec à un ministre de la Couronne qui s'efforce de communiquer des renseignements.

Des voix: Oh, oh!

M. Beatty: Ils parlent de liberté de l'information et de camouflage et pourtant, lorsqu'un député ministériel essaie de divulguer des renseignements, ils ne font que le huer. C'est exactement la politique qu'ils suivaient lorsqu'ils formaient le gouvernement.

M. Boudria: Si vous ne supportez pas cette ambiance, allez voir ailleurs.

M. Beatty: Notre gouvernement est déterminé à agir ouvertement et à divulguer des renseignements aux Canadiens. Nous nous sommes engagés à mettre fin aux dissimulations des dernières années et à réduire la publicité fédérale destinée simplement à rehausser la réputation du parti au pouvoir.

Nous avons aussi promis de communiquer efficacement aux Canadiens les politiques destinées à répondre à leurs besoins. Dans les directives et les lettres adressées aux ministres et aux sous-ministres il y a quelques jours, nous avons voulu souligner qu'il importe de communiquer beaucoup plus efficacement avec les Canadiens à l'échelon régional.

Par exemple, quand ils auront désormais affaire avec mon ministère, je veux que partout les Canadiens se sentent libres de communiquer avec les bureaux de district pour obtenir des renseignements objectifs en temps opportun. A mon avis, notre ministère est tenu de demander aux Canadiens leurs opinions et de les renseigner le mieux et le plus objectivement possible.

C'est un revirement spectaculaire de la politique que suivait le ministère fédéral du Revenu depuis quelques années. Nous avons constaté que le gouvernement libéral avait tenu les Canadiens à l'écart.

Les députés de l'arrière-plan n'étaient pas ici lors de la controverse qui a fait rage l'an dernier. Ils auraient remarqué qu'on opposait constamment des démentis aux questions soulevées. Les libéraux niaient l'existence de quotas, d'abus et de problèmes jusqu'à ce que, finalement, des députés, des Canadiens et des journalistes réussissent à prouver que le ministre lui-même ignorait ce qui se passait.

Quand nous avons tenté d'obtenir des renseignements du gouvernement et de nous entretenir avec les fonctionnaires, ces derniers ont tous reçu l'ordre de se taire. De fait, d'après un article paru dans les journaux, le ministre du Revenu national à l'époque aurait déclaré que, si les députés conservateurs voulaient se renseigner, ils seraient obligés de recourir à la Loi sur l'accès à l'information pour obtenir ces renseignements. Néanmoins, ces députés reprochent actuellement au gouvernement sa politique de transparence.

M. Boudria: Avec raison.

M. Nunziata: C'est une question de probité.

M. Beatty: Le député dit que c'est une question de probité. C'est précisément cela. Rien n'est plus malhonnête qu'un gouvernement qui, durant les 12 ans où j'ai siégé ici, a systématiquement dissimulé la vérité, retenu des renseignements, abusé de la situation des fonctionnaires et gaspillé les recettes fiscales pour rehausser son prestige. Ils prétendent tout à coup se faire les apôtres de la transparence.

Il suffit de rappeler comment ils se sont comportés pour savoir à quoi s'en tenir. La scepticisme est de rigueur devant leurs nouvelles convictions, car ils ont toujours refusé toutes les occasions qu'ils ont eues d'être honnêtes avec les Canadiens, de les consulter. Mais aujourd'hui, l'opposition estime subitement que la situation ne serait pas la même si une nouvelle chance se présentait.